

Questions orales

nus de 82 millions de dollars, dont la grande partie vient de la ville de Montréal.

Mais le ministre de l'Industrie sait que, comme on en parle aujourd'hui, Montréal est la capitale des chômeurs au Canada. J'aimerais lui poser cette question-ci: Pourquoi, depuis deux mois, ne prend-il pas ses responsabilités et ne refuse-t-il pas cette vente d'une compagnie qui va coûter cher à travers le Canada, qui va coûter très cher à Montréal, à Toronto et à tout le Canada? Pourquoi ne la refuse-t-il pas?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, quand bien même que la députée de Hamilton-Est dirait fort en français comme en anglais des choses qui ne sont pas réelles, cela ne changera pas la vérité.

Encore une fois, ce à quoi elle réfère—une étude d'il y a deux mois—porte sur une vente qui n'existe pas puisque la vente est proposée à Investissement Canada à un moment quelconque, mais que ce n'est pas une réalité. Que l'on essaie, monsieur le Président, de faire peur aux gens, j'en suis; mais que l'on essaie de leur faire peur d'une façon constante et aussi illogique que la députée de Hamilton-Est fait continuellement en cette Chambre, je lui demande d'avoir la maturité de la fonction qu'elle occupe—elle est vice-leader d'un parti politique—et elle est absolument incapable de donner des réalités concrètes aux gens.

Oui, monsieur le Président, ce sont des projections libérales, mais on en a vécu pendant vingt ans et c'est suffisant.

• (1440)

[Traduction]

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais, moi aussi, poser une question au premier ministre concernant la vente de de Havilland.

Voici textuellement ce dont le premier ministre s'est vanté de vouloir faire hier:

[. . .] le Canada a besoin d'investissements étrangers [. . .] Nous allons encourager les investissements étrangers et canadiens. . .

Le premier ministre va-t-il maintenant jouer cartes sur table avec les Canadiens en leur expliquant exactement sur quoi porte cet investissement étranger étant donné que son gouvernement a pratiquement donné de Havilland en 1986, et que maintenant, ce n'est pas au Canada que le consortium franco-italien versera de grosses sommes d'argent, mais à une société américaine géante, Boeing en l'occurrence, dont le siège social est situé à Seattle, dans l'État de Washington?

En quoi cette transaction est-elle profitable aux Canadiens et aux travailleurs canadiens?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je

répéterai à mon collègue ce que j'ai déjà dit s'il veut m'écouter.

Boeing Canada a versé 890 millions de dollars en 1986 pour acheter une compagnie aux prises avec des difficultés énormes à l'époque. Aujourd'hui, le gouvernement actuel avance 90 millions de dollars pour 500 emplois, ce qui est plus que le nombre d'emplois existant à l'époque. Cette société a injecté 700 ou 800 millions de dollars dans la société de Havilland depuis 1986.

C'est ce que j'appelle un bon investissement. Je sais que le Parti libéral est contre les investisseurs étrangers. Je préfère m'en tenir au message que j'ai transmis partout au Canada et à la façon dont nous voulons que l'argent venant de tous les pays du monde soit investi dans notre pays, et non pas à la politique que vous avez pratiquée et qui a presque tué l'économie canadienne.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, les Libéraux ne s'opposent pas à l'investissement par des étrangers.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: La parole est au député.

M. Marchi: Les libéraux s'opposent aux prises de contrôle par des étrangers. Les Canadiens s'attendent à ce que ce gouvernement défende les intérêts des Canadiens pour une fois. C'est pourquoi nous sommes ici.

Des voix: Bravo!

M. Marchi: Il ne s'agit pas d'un investissement étranger. Il s'agit d'une prise de contrôle par une entreprise étrangère.

Je voudrais revenir au ministre. Le premier ministre rit et continue à lire des bulletins parlementaires pendant que Rome brûle, mais c'est son droit.

Étant donné que la société de Havilland est le plus important employeur industriel à Toronto et qu'elle accorde chaque année des contrats valant des millions de dollars à des entreprises canadiennes d'un peu partout au pays, le premier ministre ou le ministre peut-il nous garantir que les emplois actuels seront maintenus advenant le cas où la transaction se concrétiserait, que les travaux de recherche et de développement continueront à être effectués au Canada, que l'usine continuera à fabriquer un aéronef complet et que les fournisseurs canadiens seront conservés?

Peut-il nous donner cette garantie au nom du Canada, et non au nom de Boeing Corporation, de San Diego, en Californie?

Une voix: De Seattle, Washington.

M. le Président: Je dois signaler que cette question devient très hypothétique. Le ministre voudra peut-être y répondre.

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord déclarer que de Havilland n'appar-